Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 22 (1964)

Heft: 2

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bibliographie

La pensée sociale et coopérative de Léon Walras[1]

L'admirable connaisseur de Léon Walras qu'est Marcel Boson vient de consacrer à la doctrine sociale et coopérative de ce dernier un volume dans le format de poche, qui jouit aujourd'hui d'une grande popularité.

Pour situer cette doctrine dans son milieu historique, l'auteur analyse dans les premiers chapitres la vie de Léon Walras, la question sociale à son époque et le socialisme sentimental, qui est d'ailleurs encore assez répandu. Sauf Charles Fourrier, qui estimait avec raison que « tout ce qu'on demande à la contrainte est fragile et dénote un manque de génie », les socialistes du XIXe siècle sont autoritaires quand ils ne sont pas anarchistes. Ce sont aussi des empiriques tout comme les guérisseurs en médecine. Les critiques que Léon Walras leur adresse sont encore d'actualité: « Ils imaginent des plans de réforme en dehors de toute étude méthodique et approfondie de la nature humaine et de celle de la richesse sociale. » Ils ressemblent à « des praticiens qui se livreraient à des opérations médicales et chirurgicales, sans savoir l'anatomie, la physiologie, la pathologie ».

M. Boson esquisse ensuite la philosophie de la science en général d'après L. Walras et ce que ce dernier a appelé d'une manière non significative la science pure de l'homme et de la société. Sur le premier point, l'auteur montre que L. Walras s'est inspiré du philosophe Etienne Vacherot qui distinguait entre l'idéal, parfait royaume de la pensée, et la réalité imparfaite, théâtre de la vie. A la différence de Pareto qui, dans sa carrière scientifique, avait pris en haine les abstractions parce qu'il avait été en fait un idéaliste déçu par la vie, Léon Walras est resté idéaliste jusqu'au bout.

Dans l'étude de l'homme et de la société comme dans celle de l'économie politique, l'idéalisme a porté Walras à adopter une méthode non seulement abstraite mais encore déductive et à tout prendre assez formelle. Cette méthode l'a conduit assez souvent à des schèmes s'éloignant du réel. M. Boson l'a très bien montré dans plusieurs chapitres. Cela ne veut pas dire qu'en lisant ce livre, on n'en retire pas de profit. Au contraire, sur certains points fondamentaux, Walras a bien posé les problèmes, notamment lorsqu'il écrit que la science sociale doit résoudre une double question: ce qu'il appelle d'abord le problème d'ordre et qui est en réalité un problème d'organisation et ensuite un problème de justice.

Malheureusement Walras n'a pas toujours su s'affranchir des erreurs de raisonnement de ses contemporains qui avaient souvent recours verbalement au droit naturel pour poser les principes. C'est ainsi qu'il a proclamé que les facultés personnelles sont de « droit naturel » la propriété de l'individu. M. Boson a bien raison de critiquer Walras sur ce point en faisant remarquer que ce dernier reconnaît lui-même que le « droit naturel est un véritable champ de bataille où toutes les opinions viennent se combattre et s'entrechoquer ».

---

[1] MARCEL BOSON: *La pensée sociale et coopérative de Léon Walras.* Institut des études coopératives, 5, boulevard Montmartre, Paris 2e, 1963, 174 p.

M. Boson reproche encore à L. Walras d'avoir persisté à accorder une confiance totale à la science purement rationnelle et déductive telle que ce dernier l'a élaborée en économie politique et en économie sociale. A cet égard, M. Boson note fort justement: « Walras est venu à un moment où une partie de l'élite intellectuelle française, issue de la bourgeoisie, a proclamé avec fracas la faillite de la science. C'est une circonstance qui aurait dû l'amener, pour tempérer sa foi quasi illimitée dans le pouvoir de la raison, à méditer cette pensée virile de Descartes selon laquelle le jugement est moins la connaissance d'un rapport que l'acte de la volonté qui y adhère. Nous sommes libres d'accepter ou de refuser la lumière de la raison, d'admettre ou de nier même l'évidence. C'est d'ailleurs bien ce qui arrive tous les jours quand le fanatisme ou les intérêts sont en jeu » (p. 74-75).

Le dogmatisme rationaliste a malheureusement conduit L. Walras non seulement à abstraire certains éléments pour les isoler du réel et pour bâtir ensuite par déduction sur eux toute sa théorie économique dans l'économie pure, mais encore à recourir souvent à la même méthode dans l'économie sociale et dans l'économie appliquée. C'est ce qu'il a fait notamment dans la solution qu'il propose du problème de la rente foncière par la nationalisation des terres afin que l'Etat puisse les louer périodiquement aux paysans et les faire mieux exploiter par eux tout en prélevant à titre d'impôt l'augmentation des fermages résultant de la rareté croissante des terres à mesure que la population augmenterait. Comme l'explique clairement M. Boson, « Walras a établi toute sa théorie du rachat des terres par l'Etat sur un théorème qu'il croit avoir démontré en économie pure, à savoir que, dans une société progressive, le prix de la rente ou le fermage s'élève sensiblement, tandis que le prix du profit ou l'intérêt s'abaisse sensiblement. Selon lui, ce sont là deux faits à la fois rationnels et expérimentaux. Mais ces deux faits prétendus ont été contestés l'un et l'autre » (p. 80).

En établissant ainsi le fondement du rachat des terres par l'Etat, Walras est le précurseur d'une méthode qui, particulièrement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, a été et est encore en faveur auprès de beaucoup d'économistes, surtout chez les Anglo-Saxons: celle des modèles. Or en examinant d'une manière approfondie les faits et les objections qu'avait soulevés la proposition de L. Walras, M. Boson montre que le modèle walrasien du rachat des terres par l'Etat se trouve sapé à la base, sauf pour les terrains à bâtir. Il n'est pas possible ici de résumer les nombreux faits et les arguments invoqués. Il suffira de constater que L. Walras lui-même a reconnu l'impossibilité d'appliquer son système lorsqu'il a écrit: « La démocratie représentative ou parlementaire... incline à prendre pour l'intérêt public, qui est l'intérêt de la totalité des individus, des coalitions d'intérêts particuliers assez nombreux et assez forts pour constituer une majorité électorale. Ce serait d'ailleurs une grande illusion que de compter sur elle pour faire les études préparatoires, pour établir le plan d'ensemble, pour effectuer la subordination des détails au but qu'exigerait une opération financière aussi colossale que celle que nous venons d'esquisser » (p. 83). M. Boson cite (p. 118) un autre texte où Walras a aperçu les difficultés pratiques qu'opposeraient les groupes de pression à la réalisation des solutions qu'il proposait. Ainsi, Walras a eu le grand mérite de se rendre compte déjà à la fin du XIXe siècle que l'intervention des groupes de pression dans la vie politique rendait vaine toute solution des problèmes économiques et sociaux dans le sens de l'intérêt général.

S'il avait pris cette constatation comme un des principes de l'économie appliquée, il aurait été porté à proposer la séparation des institutions économiques et des institutions politiques pour arriver à intégrer les groupes de pression dans un plan de développement de l'économie afin de pouvoir résoudre convenablement les problèmes fondamentaux. Il

est surtout incompréhensible que Léon Walras ait préconisé de remplacer la démocratie parlementaire, dont il a aperçu les défauts majeurs, par une démocratie fondée sur la représentation économique: voir à cet égard le texte cité par M. Boson, (p. 84.) Le raisonnement prouve et l'expérience a déjà abondamment démontré que toute solution tendant à introduire la représentation professionnelle et syndicale dans le fonctionnement des institutions ne peut aboutir qu'à renforcer l'influence déjà désastreuse des groupes de pression.

M. Boson fait remarquer que Walras « a parfaitement discerné la tendance monopolistique des producteurs et c'est pourquoi contrairement aux économistes « libéraux », il a montré que l'intervention de l'Etat (à défaut de l'action coopérative, encore embryonnaire à l'époque) était nécessaire pour établir et maintenir la concurrence là où elle est possible ». M. Boson a raison d'ajouter: « En revanche, Walras n'avait pas prévu, semble-t-il, que des ententes de toutes sortes destinées à neutraliser la concurrence se noueraient même avec l'appui et la bénédiction de l'Etat. Par conséquent, en fait, le principe de la libre concurrence, qui est censé servir de fondement économique à la propriété privée des moyens de production et à l'initiative individuelle, se trouve pratiquement presque vidé de sa substance. Les coalitions d'intérêts particuliers prédominants orientent la vie économique dans un sens opposé aux conclusions de la théorie » (p. 114).

M. Boson consacre un très long chapitre à l'analyse des idées de L. Walras sur les sociétés coopératives. Cet aspect de la pensée de l'illustre économiste lausannois n'avait pas encore été mis au net d'une manière aussi précise. Les coopérateurs, qui sont nombreux en Suisse et dans les autres pays, liront ce chapitre avec le plus grand intérêt. Il est trop dense et trop nuancé pour être résumé.

Après avoir magistralement effectué la synthèse des principaux aspects de la pensée sociale et coopérative de L. Walras, dans la conclusion de son livre M. Boson a souligné son idéalisme si attachant par certains côtés. Mais il a aussi montré d'une manière lumineuse la principale faiblesse de cette pensée lorsqu'il a écrit:

« Walras s'est contenté d'une induction trop hâtive, fondée sur la seule analyse psychologique, alors que les milieux, les climats, l'hérédité, les instincts, quantité d'autres influences indéterminées ou inconnues interviennent dans la vie sociale, comme dans la vie psychologique, indépendamment des volontés individuelles éclairées par la science et la raison... Il y a plus. Même du point de vue de la pure logique formelle, il ne semble pas que sa définition de l'homme idéal soit irréprochable, en la supposant possible. En effet, cet homme idéal paraît être défini par la seule différence spécifique. Le genre prochain a disparu. Tout se passe comme s'il n'y avait plus d'animalité en lui; on pourrait même douter qu'il ait un corps, si l'on ne nous rappelait qu'il est physiologiquement apte à la division du travail. Cela est-il légitime si, comme Walras lui-même l'a rappelé, une définition ne doit contenir, en thèse générale, ni plus ni moins que l'objet défini ? Cet homme idéal est donc très éloigné de l'homme réel... (p. 161-162.)

« En opposition à la psychologie rationnelle de la fin du siècle dernier, dont Walras s'inspire manifestement, on n'a pas manqué de prendre l'homme par l'autre bout, si l'on peut dire, et de diverses manières. Sigmund Freud, le père de la psychanalyse, dont le succès a été si grand que son vocabulaire a passé dans la langue courante, a prétendu faire sortir du biologique toute la psychologie individuelle et toute la psychologie sociale, en sorte que les plus belles fleurs de notre civilisation naîtraient, comme on la dit, sur « le fumier de notre sexualité ». Bien loin que notre comportement soit toujours guidé par les idées claires, la raison, la volonté libre, il faut plutôt en chercher la source dans l'inconscient que nous révèle l'étude des névroses, des rêves, des actes manqués » (p. 163).

« La sexualité, les névroses individuelles et collectives, les intérêts de classes, la lutte pour le pouvoir et la domination, les instincts, les passions, les sentiments, toutes les forces obscures et troubles de l'inconscient, pèsent d'un poids plus lourd sur l'évolution politique des société humaines que les idées claires, les théories logiques et la raison. Ainsi, l'élément oublié dans la définition walrasienne de l'homme, c'est le genre prochain, c'est la nature animale refoulée par la théorie mais qui prend largement sa revanche dans les faits » (p. 164).

En résumé, si le nouveau livre que M. Boson vient de publier sur Walras est moins imposant que le précédent par le nombre de pages, certaines d'entre elles sont d'une grande densité et d'une haute qualité. C'est pourquoi, il mérite d'être lu et médité par tous ceux qui s'intéressent aux problèmes sociaux contemporains.

F. OULÈS.

Les enseignements des nationalisations en Grande-Bretagne [1]

Après la Seconde Guerre mondiale, les nationalisations de certaines industries ont suscité de grandes espérances. Après une quinzaine d'années d'expériences, il est bon d'en faire un bilan et de confronter les résultats des nationalisations avec les espoirs qu'avait suscités l'enthousiasme de leurs promoteurs. Cette confrontation a déjà été faite en France dans plusieurs publications. Dans l'ensemble, elle n'est pas favorable aux nationalisations; ceux qui les avaient ardemment préconisées ne proposent plus leur extension.

Il est également très instructif de connaître les résultats des nationalisations effectuées en 1945 en Grande-Bretagne. L'ouvrage collectif intitulé: *Lessons of Public Enterprise,* publié en 1963 et dont les auteurs sont en principe favorables aux nationalisations, est important par ses enseignements.

Ce livre comprend 18 chapitres dont 8 sont signés par leurs auteurs (Austen Albu, John Hughes, Arthur Palmer, Mark Abrams, Ernest Davies, J. R. Sargent, Peter Lowell). Michael Shanks, qui est bien connu des lecteurs de la *Revue économique et sociale,* a réuni les contributions et a écrit les chapitres 1, 13 et 18 consacrés respectivement aux objectifs et aux problèmes des nationalisations, aux îlots du socialisme et à l'avenir de l'entreprise publique. Les autres chapitres sont dus à des membres de la Société Fabienne désireux de garder l'anonymat pour des raisons d'ordre professionnel. Ce livre a été préfacé par Roy Jenkins, membre travailliste du Parlement britannique.

Dans le premier chapitre consacré aux objectifs et aux problèmes de la nationalisation, Michael Shanks indique que la propriété publique des biens de production a toujours été le principe fondamental du Parti travailliste. Mais les nationalisations effectuées en 1945 par ce dernier ont été improvisées. Elles ont conduit à des pertes d'argent, ont affaibli le moral et l'initiative dans les industries nationalisées et contribué à des échecs électoraux. L'image peu favorable que le public a eu des industries nationalisées est due aux expériences faites dans les chemins de fer et dans les charbonnages.

M. Shanks pense que l'idéal des nationalisations pour le Parti travailliste était réalisable seulement dans le cadre d'une économie planifiée qui a disparu après 1951. Récemment le gouvernement a pris conscience que les industries nationalisées devaient devenir des industries compétitives.

Des hommes capables hésitent à prendre un poste important dans une entreprise publique où ils seront l'objet d'interventions politiques et subiront des critiques hostiles sans

---

[1] *Lessons of Public Enterprise.* A Fabian Society Study. Edité par Michael Shanks. Préface de Roy Jenkins M. P. Jonathan Cape, 30 Bedford Square, Londres, 1963, 314 p.

pouvoir se défendre publiquement. Dans l'intérêt général, M. Shanks estime qu'il est essentiel que les industries nationalisées soient soustraites à l'influence politique afin de déployer sans entrave leur activité. La situation de plein emploi a également rendu difficile le recrutement d'hommes capables qui préféraient le secteur privé non seulement à cause des salaires plus élevés mais aussi en raison de la crainte qu'ils avaient de ne plus pouvoir y retourner s'ils s'engagaient dans le secteur public. M. Shanks reproche au Parti travailliste d'avoir nationalisé sans avoir élaboré un code de conduite pour les industries nationalisées.

Ensuite, il s'efforce d'expliquer pour quelles raisons les grands espoirs des années 1945 fondés sur les nationalisations ont été déçus. Dès 1945, le problème le plus important à résoudre était celui de l'inflation et non pas le chômage. La pénurie de main-d'œuvre et la puissance des syndicats ont obligé l'industrie privée à améliorer les relations avec les travailleurs. Dans les industries nationalisées, les relations avec les salariés n'ont pas été meilleures; quelquefois même elles ont été moins bonnes. Dans ces conditions, les nationalisations n'ont pas été populaires ni auprès des travailleurs, ni auprès du public.

On attendait également trop de l'expropriation des actionnaires. Les bénéfices qu'ils auraient perçus sous le régime de l'économie privée ont été affectés au paiement des intérêts fixes à titre de compensation, à l'amélioration des conditions de travail et à des prix plus bas pour les consommateurs.

Le comportement des travailleurs a été également critiquable. Certains d'entre eux s'étaient gravement illusionnés en pensant que désormais ils ne recevraient plus d'ordres des chefs dans les entreprises nationalisées.

Pendant beaucoup d'années l'industrie britannique a été indirectement subventionnée par les prix bas du charbon et des transports des marchandises. Cette politique a surchargé les chemins de fer qui se sont détériorés de plus en plus avec un personnel mal payé parce que les gouvernants désiraient lutter contre la hausse des prix en freinant l'adaptation des tarifs ferroviaires. M. Shanks pense que le déficit financier des chemins de fer aurait pu être évité si ces derniers avaient bénéficié de l'autonomie commerciale.

En ce qui concerne l'industrie du charbon, les déficits l'ont empêchée de payer le personnel convenablement. Les salariés se sont alors orientés vers d'autres industries et les rendements ont baissé.

M. Shanks estime donc qu'il est nécessaire de clarifier les relations entre les ministres et les conseils des industries nationalisées notamment en ce qui concerne les prix, les profits et les salaires où l'intervention ministérielle se fait particulièrement sentir.

Il convient de réexaminer également le rôle que joue le secteur public dans l'économie, son programme d'expansion, ses relations avec les travailleurs, avec les syndicats et l'industrie privée. Ces sujets font l'objet de 6 chapitres. Le chapitre 8 est consacré aux relations entre les industries nationalisées. Toutes ont des problèmes communs. Leur coopération pourrait avoir lieu sous forme d'informations mutuelles. Le public devrait être aussi informé des objectifs et des problèmes des industries nationalisées.

Dans le chapitre 13 consacré aux îlots du socialisme, M. Shanks montre les avantages que les nationalisations ont procurés au pays: prix bas, progrès réalisés dans les relations de travail par la codification des procédures de la démocratie industrielle qui commence seulement à se généraliser dans l'industrie privée.

Malgré certains aspects positifs du bilan, M. Shanks constate que les industries nationalisées n'ont pu fournir un dynamisme nouveau à l'économie britannique. Elles n'ont pu convaincre le public des avantages de l'entreprise publique. Dans la gestion de celle-ci

l'initiative de la direction a été freinée par la crainte de déplaire au ministre intéressé ou d'être l'objet d'attaques lors des débats parlementaires ou dans la presse.

Toutefois, en élargissant les statistiques économiques dans les secteurs de base, les industries nationalisées ont fait progresser la comptabilité nationale.

Pour M. Shanks il y a deux manières de diriger les entreprises nationalisées: 1° les intégrer dans une économie planifiée où les décisions importantes sont prises par le gouvernement ou par un organisme central de planification; alors les industries nationalisées exécutent ces décisions; 2° les industries nationalisées sont traitées comme des branches indépendantes, le ministre n'intervenant que si l'intérêt général est mis en cause. Par rapport à ce qui a lieu actuellement, l'une ou l'autre de ces politiques seraient bien préférables. Austen Albu (chap. 5) et Ernest Davis (chap. 14) ont montré que la responsabilité des décisions ainsi que le comportement des entreprises nationalisées n'ont pas été conformes à l'intérêt général.

M. Shanks a également critiqué les interventions des gouvernants qui ont eu lieu souvent à contresens et à contretemps. Car, on ne peut intervenir dans un secteur de l'économie sans affecter gravement les autres. C'est pourquoi la planification doit s'appliquer au secteur privé comme au secteur public.

Dans le dernier chapitre consacré à l'avenir de l'entreprise publique, M. Shanks indique que ce sont les réalisations des industries nationalisées en Grande-Bretagne dans l'après-guerre qui ont fait l'objet de ce livre plutôt que la nationalisation en général. L'enseignement le plus important est que la nationalisation elle-même ne résout rien. Elle peut créer les conditions favorables dans lesquelles les réformes peuvent s'effectuer à condition que les industries nationalisées soient dirigées d'une manière intelligente et efficace. La propriété publique n'est pas une fin en soi, mais peut être un moyen permettant d'atteindre avec sagesse certains objectifs. Mais d'autres voies sont possibles.

Parmi les arguments favorables aux nationalisations, M. Shanks indique celui relatif à la limitation de la puissance économique des intérêts privés, celui concernant la planification qui peut se trouver facilitée par la nationalisation, celui relatif à l'établissement des ordres de priorité et ceux qui peuvent concerner l'efficience et l'équité.

Ce livre reconnaît que l'efficacité industrielle des nationalisations pourrait être améliorée. Mais ce qui importe principalement est que les objectifs de la propriété publique des moyens de production soient soigneusement étudiés et expliqués au public pour pouvoir y recourir valablement lorsqu'elle peut atteindre le but assigné. M. Shanks estime que le Parti travailliste devrait commencer par examiner la situation dans les entreprises nationalisées et ne pas prétendre que tout est pour le mieux dans ce secteur. D'après ce livre, l'économie mixte s'impose dans la société moderne où l'entreprise publique et l'entreprise privée doivent coexister sous des formes différentes.

Ainsi, en Grande-Bretagne comme en France, l'expérience a beaucoup tempéré les enthousiasmes débordants en 1945 en faveur des nationalisations. On pouvait le prévoir déjà en 1946-47 lorsqu'on prenait la peine d'étudier attentivement les données et la structure des industries nationalisées, ainsi que je l'avais fait à cette époque dans le cours sur les nationalisations que j'avais donné à l'Université de Lausanne. En résumé, dans le domaine des industries nationalisées comme dans les autres questions économiques, la seule méthode qui puisse conduire à une solution bien adaptée consiste à dépolitiser les problèmes économiques afin de les démystifier. Le préfacier de ce livre, Roy Jenkins, en a été aussi conscient lorsqu'il a écrit: « Dans la mesure où les problèmes concernant les industries nationalisées prendront un caractère technique plutôt que politique, c'est autant de gagné. »

FIRMIN OULÈS.

La commercialisation — Son rôle dans l'accroissement de la productivité [1]

La commercialisation est un ensemble d'activités auxquelles sont soumises les denrées alimentaires depuis le stade de leur production jusqu'à celui de leur consommation, en passant par le groupage, le transport, le nettoyage, le classement par valeur commerciale, l'emmagasinage, les traitements, le conditionnement, la recherche de débouchés, la publicité, etc. Telle est la définition de la commercialisation que donne l'*Etude de base* publiée par la FAO dans le cadre de la campagne mondiale contre la faim.

Le coût de la commercialisation entre dans le prix des produits alimentaires. Si ce coût est trop élevé, beaucoup de gens ne pourront pas les acquérir. Si la commercialisation fait défaut, l'agriculteur ne pourra pas vendre ses produits et il n'aura pas intérêt à produire au delà de ses propres besoins. Souvent 80 à 90 % de la production est commercialisée, ce qui fait vivre le producteur et facilite la spécialisation. Dans les pays en voie de développement, la commercialisation est un moyen de relever le niveau de vie, encore faut-il la présence de stimulants, c'est-à-dire de débouchés, de moyens de transport, de routes, et surtout la création de besoins nouveaux que le producteur pourra satisfaire s'il produit davantage. La commercialisation fait survivre le consommateur car celui-ci habite loin des lieux de la production des denrées alimentaires. Le coût de cette commercialisation est souvent égal ou supérieur à la somme que reçoit le producteur. Plus le nombre de services fournis par la commercialisation augmente, plus le coût sera élevé (on vend même des légumes décortiqués et des fruits dénoyautés).

Dans une deuxième partie, les auteurs de cette étude abordent la question de savoir comment on peut améliorer la commercialisation. Les moyens sont les suivants: amélioration des moyens de transport, mise en service d'installations convenant à l'emmagasinage, triage et classement par valeur commerciale, soin particulier voué à l'emballage et à la manutention, installation d'usines pour transformer les produits et les présenter sous des formes plus commodes et plus utiles, amélioration des installations des marchés et des méthodes de vente (nécessité d'une certaine planification), rassemblement et diffusion d'informations exactes sur les marchés, les approvisionnements et les prix, amélioration des conditions de vente et des facilités de crédit, élimination des obstacles empêchant les entreprises de commercialisation de fonctionner efficacement, et limitation des monopoles et renforcement de la concurrence.

Enfin, dans une troisème partie la question suivante est posée: Qui doit prendre l'initiative ? Elle peut venir des entreprises de commercialisation elles-mêmes, des cultivateurs, des consommateurs ou des autorités publiques, et être complétée par une assistance internationale. Il semble que dans les pays essentiellement agricoles, ce sont les gouvernements qui peuvent le mieux mettre en œuvre les moyens nécessaires et assurer une coordination indispensable.

PIERRE WORMSER.

---

[1] *La commercialisation - Son rôle dans l'accroissement de la productivité,* Campagne mondiale contre la faim, FAO, Rome, 1962, Etude de base n° 4.

Stratégie et concurrence [1]

La préface de cet ouvrage, publié à la suite d'une thèse soutenue à l'Université de Lyon, en 1961, est signée d'un nom prestigieux, celui d'Oskar Morgenstern; elle présente *Stratégie et Concurrence* comme une belle illustration de la grande tradition française inaugurée par Cournot et comme la première application en langue française de la théorie des jeux stratégiques à des problèmes économiques en dehors des études consacrées à la théorie elle-même. C'est dire que S.-P. Jacot a fait œuvre de pionnier et que celle-ci s'est heurtée aux difficultés inhérentes à une telle entreprise; le préfacier souligne qu'il s'agit, dans ce domaine, moins d'une école dont les membres besogneraient de manière parallèle que de contributions qui synthétisent les résultats déjà obtenus et fournissent une matière retravaillée à d'autres. A cet égard, la tentative de S.-P. Jacot est une réussite.

Dans une première partie dite méthodologique, l'auteur s'est proposé de montrer que trois méthodes, développées indépendamment les unes des autres, la programmation linéaire, la théorie des jeux stratégiques et la simulation (jeux d'entreprise) ont des points communs. Ainsi, au lieu de présenter la recherche de l'optimum d'un régime alimentaire par la méthode de la programmation linéaire, il le fait au moyen d'un jeu stratégique où les deux protagonistes (duopole) sont figurés l'un par le programme maximum et l'autre par le programme minimum. Et puisque les jeux sont encore limités à certaines stratégies économiques entre deux personnes, le relai, pour déboucher dans un jeu à n personnes (oligopole), est proposé sous la forme des simulations envisagées comme des synthèses de jeux à deux personnes, ce qui constitue une approche par cette voie des jeux à n personnes.

Dans le traitement de l'optimum d'un régime alimentaire, l'auteur reconnaît le caractère artificiel du prix imposé aux deux parties (p. 34), l'une, le marchand d'agrumes, recherchant le chiffre d'affaires maximum et l'autre, l'acheteur, recherchant les doses prescrites de vitamines et de calories avec la dépense minimum. En effet, cette hypothèse économique ne donne qu'une apparence de marché au problème traité qui est autre d'ailleurs, car il ne s'agit pas d'un prix fixé (« administered price ») par le vendeur dans le cadre d'une politique monopolistique et le prix imposé de l'extérieur aux deux protagonistes vide le duopole de toute substance spécifique. En passant, remarquons que si l'analyse marginaliste (de même que celle fondée sur la notion d'indifférence) ne pouvait reconnaître des discontinuités dans le remplacement d'une marchandise par une autre dans le choix de l'acheteur (p. 39), de telles discontinuités ont été souvent observées dans la réalité et on sait qu'un coefficient d'élasticité de substitution croisée n'est valable que pour des niveaux et des différences de prix donnés et non pour d'autres.

Le terme de relai employé ci-dessus se justifie car, si le jeu stratégique a remplacé la méthode de programmation linéaire dans l'exemple étudié, la simulation (jeux d'entreprise) ne remplace pas des jeux stratégiques encore inappliqués à d'autres situations que celle du duopole.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à l'emploi des jeux stratégiques dans l'étude de la concurrence spatiale; néanmoins, elle rend tout d'abord compte des travaux récents concernant la localisation des entreprises, de l'ouvrage déjà célèbre de Shubik (1959) étendant la théorie des jeux stratégiques à certaines structures de marché, puis aboutit à une synthèse originale des facteurs concurrence et espace. Deux firmes sont envisagées mais elles sont soumises à une administration centrale; ensuite, celle-ci est remplacée par un

---

[1] SIMON-PIERRE JACOT: *Stratégie et Concurrence — De l'application de la théorie des jeux à l'analyse de la concurrence spatiale.* Société d'édition d'enseignement supérieur, Paris, 1963, 272 p.

monopole possédant deux usines; ces hypothèses sont bien lourdes pour qu'il puisse s'agir vraiment de concurrence économique, quel que soit le contenu très varié, comme chacun sait, qu'il est possible de donner à cette notion. Quand les liens sont coupés entre les deux usines, lourde demeure l'hypothèse admettant que les facteurs de production supplémentaires nécessaires à une firme sont à prendre au détriment exclusif de l'autre.

Dans sa formulation mathématique actuelle, la méthode des jeux stratégiques contraint ses utilisateurs à dépenser des trésors d'imagination et d'habileté pour adapter manifestement la réalité à leur outil. Nous n'aurons pas l'ingénuité de dire que l'inverse serait préférable mais nous aurons celle de nous demander si tous les concepts construits dans ces conditions, et leurs relations, ne vont pas constituer une économie théorique remarquable d'intelligence mais qui éloignera l'observateur de la réalité tout comme l'a fait l'économie conceptuelle fondée sur la théorie de la concurrence parfaite.

Il ne faut pas oublier que la vérité mathématique est formelle, qu'elle se suffit logiquement à elle-même, et qu'en conséquence elle ne traduit pas nécessairement la réalité économique.

ROGER VUARIDEL.

La Révolte paysanne [1]

« La collectivité doit-elle continuer de prélever sur ses ressources générales les compléments nécessaires à l'entretien d'une agriculture dominée et en état de paupérisation ou n'est-il pas préférable d'orienter la paysannerie vers une situation lui valant d'assumer elle-même la charge de son existence ? » On ne peut évidemment que choisir le deuxième terme de l'alternative. Pour parvenir à la fameuse parité revendiquée par les milieux agricoles, M. J. Meynaud estime indispensable « la constitution d'un pouvoir économique agricole à la mesure des exigences d'une société industrialisée ». En effet, hors l'assistance économique, il n'y a d'autre espoir pour les cultivateurs que la naissance d'une force incarnée par des hommes ayant une expérience personnelle des problèmes agricoles et capables de se faire écouter. En somme, on préconise la mise en application d'une formule qui a fait ses preuves dans l'industrie.

Mais alors, les consommateurs, traditionnellement dispersés, ne vont-ils pas devoir faire les frais d'une éventuelle entente entre paysans et intermédiaires ? La marge entre le prix payé au producteur et celui imposé à l'acheteur est bien assez large pour qu'une augmentation du premier n'entraîne pas automatiquement l'élévation du second. Il suffirait de supprimer les activités parasites caractérisant dans notre société la commercialisation des produits. Les paysans pourraient en outre accroître leur revenu en se chargeant eux-mêmes de tout ou partie de la transformation des produits agricoles — source de bénéfices appréciables.

La Révolte paysanne est écrite pour le citoyen désireux de saisir les éléments d'une question qui préoccupe à juste titre presque tous les gouvernements des pays industrialisés. Donc malgré la place importante que tient l'explication économique, le livre se situe dans une perspective d'analyse politique. Cette double approche du problème agricole, dont les données et les incidences sont aussi bien politiques qu'économiques et sociales, atteint pleinement son but grâce à une grande clarté de l'exposé: permettre au lecteur, le plus souvent citadin, de comprendre les mouvements qui agitent de nos jours le milieu rural.

YVETTE JAGGI.

---

[1] JEAN MEYNAUD: *La Révolte paysanne.* Coll. « Etudes et documents », Payot, Paris, 1963, 308 p.

Etude sur l'Economie mondiale 1961 [1]

Sous ce titre, l'ONU publie chaque année une analyse générale qui a pour objet de fournir au Conseil économique et social et aux autres organes des Nations Unies les renseignements nécessaires à l'appréciation de la situation économique mondiale.

Il va de soi que le public — même non spécialisé puisque les problèmes traités le sont d'une manière très générale — ne manque pas en principe de profiter des documents ainsi mis à sa disposition. Signalons en particulier l'*Etude sur l'Economie mondiale 1961*, consacrée plus spécialement à l'industrialisation et au développement économique. Comme chaque année, l'Etude porte en outre sur l'évolution récente de la conjoncture économique dans les pays développés, exportateurs de produits primaires ou à économie planifiée.

L'*Etude sur l'Economie mondiale* pourrait constituer le type de ces documents dont il est souhaitable de connaître l'existence et le contenu: il faut en avoir parcouru la table des matières pour mesurer les services qu'ils sont susceptibles de rendre.

YVETTE JAGGI.

Principes d'économie politique [2]

Il s'agit ici d'un ouvrage destiné à des étudiants et qui présente les principales théories et institutions économiques. L'objectif est purement didactique et l'auteur résume surtout, d'une manière concise et plaisante, les idées en cours. Il n'y a donc guère matière à controverse, M. Dehem se contentant d'indiquer épisodiquement qu'il ne croit pas aux vertus du « laisser-faire ».

Ce livre rendra certainement service à ceux qui voudraient, sans perte de temps, rafraîchir leurs notions d'économie politique.

P. GŒTSCHIN.

La Révolution scolaire [3]

A l'heure où l'unanimité s'établit en faveur de la démocratisation des études, le débat cesse de porter sur le principe lui-même et concerne dès lors les modalités d'application de la réforme souhaitée de toutes parts. Parmi les contributions valables apportées à la solution du problème, il faut retenir celle d'un groupe d'enseignants publics français qui ont rassemblé, dans un ouvrage bref et précis, les résultats d'un travail mené depuis des années par la Commission pédagogique du Syndicat général de l'éducation nationale.

Sur le fond même de la question, les auteurs considèrent que le projet Langevin-Wallon de 1945, reste, sur le plan des principes, « la forme de toute réforme sérieuse des structures, des programmes et des méthodes dans le sens de l'adaptation de l'enseignement au monde moderne et de sa démocratisation ». Concrètement, cette prise de position entraîne la mise en œuvre d'une série de suggestions contenues dans *La Révolution scolaire*. Nous rapporterons, à titre d'exemple, celle concernant l'enseignement de l'histoire.

Les progrès réalisés dans l'enseignement de cette discipline essentielle ont abouti pratiquement à un compromis désastreux; on a bien compris qu'il ne suffisait pas de faire

---

[1] NATIONS UNIES: *Etude sur l'Economie mondiale 1961*, New-York, 1962, 211 p.
[2] ROGER DEHEM: *Principes d'Economie politique*, Dunod, Paris, 1962, 197 p.
[3] JACQUES NATANSON et ANTOINE PROST: *La Révolution scolaire*. Les Editions ouvrières, Paris, 1963, 163 p.

apprendre aux élèves une épopée linéaire, purement descriptive, et les manuels récents tentent, à l'aide de documents statistiques, littéraires ou artistiques, de restituer le milieu dans lequel vivaient les gens des siècles passés. Ce compromis aboutit à un gonflement des programmes, puisque l'on n'a pas pour autant renoncé à l'histoire purement événementielle. Il faudrait au contraire renoncer une bonne fois au « mythe d'un récit continu » et choisir l'étude de quelques civilisations, dont on aurait dès lors le loisir d'étudier, à la manière de la sociologie historique, les principaux aspects: politiques, économiques, sociaux, artistiques, etc. Il s'agit en somme tout simplement de retrouver l'homme dans son environnement.

Cette « pédagogie de la relativité de l'homme à la société qui l'entoure » a l'avantage de faciliter l'insertion des jeunes dans la vie sociale contemporaine — ce que l'école actuelle fait bien mal.

YVETTE JAGGI.

Revue internationale du Travail

(Paraît en trois éditions distinctes: française, anglaise, espagnole.)

Publiée mensuellement par le Bureau International du Travail, depuis janvier 1921, la *Revue internationale du Travail* contient des articles de fond qui reflètent l'évolution de la politique sociale sur le plan international et dans les différents pays; des exposés documentaires, des statistiques du coût de la vie, du chômage, de l'emploi, des salaires et des heures de travail; enfin une rubrique bibliographique.

Prix du numéro: Fr. 3,— suisses, abonnement annuel: Fr. 30,— suisses.

Envoi gratuit d'un numéro spécimen et du catalogue des publications du BIT sur demande adressée au bureau International du Travail, Genève.